

Auray, le 26 septembre 2019

A l'attention de Monsieur le Préfet du Morbihan

Objet : réponses au courrier de la Préfecture du 5 octobre 2015

Notice explicative

Question 1 : Le chapitre III-B indique que le projet est compatible avec le plan local d'urbanisme (PLU) en vigueur. Or, certains travaux (desserte de tous les réseaux nécessaires à l'extension Nord et pont sur pilotis assurant la jonction de la voirie entre la ZA existante et l'extension Nord) seront réalisés dans la zone Nzh. **Ce programme de travaux est insuffisamment explicité en termes de compatibilité avec le PLU et son impact environnemental (préservation du milieu aquatique et fonctionnement hydraulique) n'est pas mesuré et fait craindre une fragilité juridique qu'il convient de lever dès à présent.**

Réponses apportées :

Le principe de pont sur pilotis a depuis été abandonné pour laisser place à un projet de pont cadre prenant appui hors zone Nzh. Les réseaux seront intégrés au pont (en encorbellement).

Ces éléments sont notamment précisés¹ dans :

- la notice explicative
- étude d'impact « La création d'un aménagement (type pont) reliera la zone d'extension à la ZA en diminuant fortement tous impacts potentiels sur la zone classée Nzh située entre les deux. Les réseaux de la zone d'extension nord passeront en encorbellement par la structure du pont ».

Question 2 : La présentation du programme retenu en pages 32 et 33 reprend en réduction les documents intitulés "plan général des travaux - sous-dossier 5". Ces documents manquent de lisibilité. La notice explicative étant un document principal du dossier, **ces réductions graphiques devront comporter les références cadastrales et un renvoi vers le sous-dossier 5.**

Réponses apportées :

Les mentions demandées ont été systématiquement ajoutées² pour chacun des secteurs d'extension (cf. notice explicative).

Plan général des travaux

Question 3 : Le plan général des travaux doit être établi à une échelle permettant au public d'avoir une idée exacte des travaux envisagés et de visualiser l'emprise du projet. Il s'agit de **montrer la disposition d'ensemble des équipements projetés et de faire apparaître clairement le périmètre des travaux (l'échelle du plan général des travaux est généralement comprise entre le 1/200e et 1/1000e)**. Les documents présentés ne sont pas suffisamment précis pour les zones d'extension Nord, Ouest et Est.

¹ éléments ajoutés par rapport à la V2016

² éléments déjà modifiés dans la V2016

Réponses apportées :

Les documents ont été modifiés et sont au 1/1000^{e3}.

Question 4 : A l'occasion de la reprise de ces documents, il conviendra de **faire apparaître l'implantation et le dimensionnement du pont sur pilotis et d'analyser en amont l'opportunité de faire passer tous les réseaux sur ouvrage au lieu de leur faire traverser la zone humide**, ce qui menace son intégrité notamment en phase travaux.

Réponses apportées :

La mention du « pont à créer » a bien été ajoutée⁴ sur le plan de l'extension nord ainsi que sur les plans des réseaux.

Principales caractéristiques des ouvrages les plus importants

Question 5 : Le descriptif des travaux envisagés reste muet (tant sur l'implantation précise que sur les caractéristiques et le dimensionnement) sur l'ouvrage "pont sur pilotis" assurant la jonction de la voirie entre la ZA existante et l'extension Nord. Bien que sa réalisation soit supposée modeste a priori et sans doute décalée dans le temps, c'est un ouvrage particulièrement impactant notamment dans la phase réalisation. **Il convient donc de le mentionner dans ce sous dossier.**

Réponses apportées :

Des précisions sur le pont ont été ajoutées⁵ :

« Pour l'extension Nord, un pont d'accès sera à créer. Ce pont qui franchira la zone humide au Nord de l'opération sera d'une longueur d'environ 13 mètres. Une étude géotechnique sera réalisée pour le dimensionnement de la structure qui sera soit en béton armé, soit en éléments métalliques. Les réseaux seront en encorbellement avec des pattes de fixation sur le tablier. »

Appréciation sommaire des dépenses

Question 6 : Elle devrait **faire apparaître le montant des travaux supportés par la compagnie des Ports du Morbihan** en charge des travaux d'aménagement de l'extension Sud, dans la mesure où ces travaux sont inclus dans le périmètre de la DUP.

Réponses apportées :

Ces précisions ont été ajoutées⁶.

Question 7 : Le point B "travaux" mériterait d'être davantage renseigné par rubriques et **devra préciser l'intégration dans le programme, du pont sur pilotis. Les travaux de mesures compensatoires doivent être décrits et évalués séparément.**

Réponses apportées :

Ces précisions ont été ajoutées⁷.

³ éléments déjà modifiés dans la V2016

⁴ éléments déjà modifiés dans la V2016

⁵ éléments déjà modifiés dans la V2016

⁶ éléments déjà modifiés dans la V2016

⁷ éléments déjà modifiés dans la V2016 + précisions apportées quant au décompte.

Étude d'impact

Question 8 : Les mentions indiquées aux pages 6 et 156 de l'étude d'impact **sur le premier dossier de demande de dérogation à la protection stricte des espèces doivent être retirées**. En effet, mon courrier en date du 3 avril 2015 vaut refus de cette demande. En revanche, il est souhaitable de mentionner qu'une demande de dérogation sera déposée avant le début des travaux conformément aux articles L 411 -I et L 411-2 du code de l'environnement.

Réponses apportées :

Ces précisions ont été mises à jour.

p.9 / «Le projet a également été soumis à la réalisation d'un dossier de demande de dérogation au titre des espèces protégées et de l'article L.411-2 du Code de l'Environnement.

Une demande de dérogation a été déposée en avril 2015 et a fait l'objet de compléments dont les derniers transmis en novembre 2016 ont permis de lever les dernières réserves (cf. annexes – arrêté préfectoral du 11/08/2017).»

Question 9 : Concernant le contenu de l'étude d'impact, certains éléments sont peu développés comme la répartition des espèces de chiroptères sur la zone étudiée et la méthode d'échantillonnage de la flore. La caractérisation des enjeux est peu détaillée et relativement subjective.

Réponses apportées :

Reprend les éléments de l'inventaire chiroptère initial et la méthodologie générale – pas de modification. En effet, les éléments correspondent à ce qui se fait habituellement. Pour les chiroptères il n'y a pas de carte pointant les endroits où ces espèces ont été visibles mais l'approche reste complète avec des points d'écoute et une carte d'habitat préférentielle. La méthode d'échantillonnage de la flore n'est pas détaillée, mais elle rentre dans la démarche globale de l'inventaire faune flore habitat. Concernant les enjeux, cette partie est conforme à ce qui est fait habituellement.

Le tableau de synthèse des enjeux a été revu.

Question 10 : De même, l'évaluation des impacts mérite une présentation précise de la méthodologie.

Réponses apportées :

Des précisions ont été mises à jour tout au long du chapitre.

Question 11 : L'extension du parc d'activités de Kermarquer est envisagée sur une parcelle agricole. Il conviendra de justifier le choix et l'impact sur l'activité agricole.

Réponses apportées :

Ces précisions ont été mises à jour.

Consultation du public

Question 12 : La consultation du public relativement récente lors de l'élaboration du PLU pourrait être mentionnée.

Réponses apportées :

Ces précisions ont été ajoutées⁸, ainsi que celles portant sur la modification simplifiée n°1 du PLU.

⁸ éléments déjà modifiés dans la V2016 + précisions apportées quant à la MS n°1

Document mentionnant les autres autorisations nécessaires

Question 13 : Les mentions faites à la page 3 du document 11 sur le premier dossier de demande de dérogation à la protection stricte des espèces doivent être retirées.

Réponses apportées :

Ces éléments ont été mis à jour à la suite de l'obtention de l'arrêté depuis⁹.

*Question 14 : Il est indiqué en page 4 du document 11 que le projet ne nécessite pas d'autorisation de défrichement. Or la parcelle AT 292 devant accueillir le pôle tertiaire doit être considérée comme un massif boisé qui sera propriété de la collectivité suite à la DUP. Aussi, **une demande de défrichement sera nécessaire et elle devra comporter des propositions de compensation.***

Réponses apportées :

Ces précisions ont été ajoutées¹⁰.

*Question 15 : Ce dossier a fait l'objet, au titre de la loi sur l'Eau, d'un arrêté préfectoral du 1er août 2012 joint au sous-dossier II et d'un arrêté de prescriptions complémentaires du 10 juillet 2013. **Cet arrêté complémentaire est également à joindre au sous dossier 11.***

Réponses apportées :

Cet arrêté a été ajouté¹¹.

*Question 16 : Les périmètres d'étude et surfaces aménagées présentent des superficies différentes de celles instruites dans les autorisations précédemment accordées, bien que le dossier instruit en 2013 prenne en compte une surface imperméabilisée de 13,5 ha (chiffre mentionné dans le présent dossier). Il convient de **préciser que le porteur de projet s'engage à déposer, si nécessaire de nouveaux dossiers loi sur l'Eau par zone d'extension, en fonction des besoins réels et du programme définitif après enquête publique et déclaration de projet.***

Réponses apportées :

Ces précisions ont été ajoutées¹².

*Question 17 : Il aurait été opportun de réfléchir dans le cadre du périmètre de la DUP, à **l'intégration des parcelles susceptibles d'accueillir les mesures compensatoires au titre d'autres autorisations** (défrichement et dérogation à la protection stricte des espèces).*

Réponses apportées :

Les parcelles AT120 et AS53, AS54 ont été ajoutées au périmètre de la DUP. Elles permettent :

- la création de zone humide de 3 144 m² au sud du périmètre du projet (parcelle AT 120)
- une revalorisation de zones humides (parcelles AS 53 et AS 54 de 3,1 ha) de façon à compenser les zones humides potentiellement détruites par la création de la zone d'activités

⁹ éléments ajoutés à la V2018

¹⁰ éléments ajoutés à la V2018

¹¹ éléments déjà modifiés dans la V2016

¹² éléments déjà modifiés dans la V2016